Voeux de Sophie Binet – Secrétaire Générale de la CGT

22 janvier 2025

Ce message s'adresse à toutes les syndiquées et tous les syndiqués de la CGT

Bonjour à toutes et tous, Je tiens à vous adresser ainsi qu'à vos proches, mes meilleurs vœux pour l'année 2025.

Je tiens aussi à envoyer un grand message de solidarité à nos frères et sœurs mahorais dont le pays a été détruit par le cyclone Chido. La CGT, notamment grâce à nos camarades dockers, a déjà envoyé plusieurs containers humanitaires et a lancé une grande collecte à laquelle chacune et chacun peut contribuer.

Une nouvelle année c'est l'occasion de prendre le temps de regarder dans le rétroviseur le chemin parcouru et de se projeter sur l'année suivante. Nous pouvons être fier·es du **rôle central que la CGT et ses militantes et militants ont joué en 2024** pour défendre la démocratie et le progrès social. Cela doit nous donner confiance pour 2025, malgré les dangers inédits qui pèsent sur notre pays. Nous avons réussi à mettre en échec Emmanuel Macron qui était prêt à livrer le pays à l'extrême droite plutôt que de changer sa politique au service des plus riches. Nous avons bloqué ses réformes régressives : les pires dispositions de la loi « asile immigration » ont été censurées, la réforme de l'assurance chômage a été enterrée, la réforme de la fonction publique abandonnée, comme celle de la « simplification » du Code du travail qui étaient dans les cartons. Nous avons gagné la censure du budget 2025. Les pensions seront donc revalorisées de 2,2 % dès le 1er janvier.

En 2024, nous avons été au rendez-vous dans tous les moments clés et nous avons placé la CGT au centre du jeu pour faire entendre la voix des travailleuses et travailleurs. Nous avons gagné la régularisation de centaines de travailleurs et travailleuses sans papiers. Nous avons gagné le droit à des congés payés pour les salarié·es en arrêt maladie, et cette victoire est partie de nos camarades de

Transdev de Reims puis de la bataille juridique menée par DLAJ. Nous avons arraché des avancées pour les travailleuses et les travailleurs des JO. Nous avons empêché la fermeture de Valdunes, dernier fabricant français de roues et d'essieux de train, gagné 380 millions d'investissements pour la tour Eiffel, lancé un projet d'imagerie médicale inédit suite à la lutte des camarades de Thalès…

Alors que les opinions sont de plus en plus clivées, polarisées avec des mises en oppositions violentes, nous nous sommes attaché·es à rassembler. Nous avons pérennisé l'unité syndicale et renforcé nos liens avec la société civile.

P**ar la cohérence et la clarté de nos positions, la CGT a donné le cap**. Nous avons démontré que rien n'est jamais écrit d'avance et que notre mobilisation fait la différence.

C'est ce qu'il nous faut continuer pour être à la hauteur des défis colossaux de 2025.

Après l'élection de Donald Trump, l**'extrême droite** est plus que jamais en position de force. Elle est soutenue par de nombreux milliardaires à commencer par l'homme le plus riche du monde, Elon Musk, qui utilise les réseaux sociaux pour déstabiliser les démocraties et promouvoir l'extrême droite en Allemagne, au Royaume-Uni ou encore au Brésil. Il ne s'agit pas du positionnement isolé d'un patron fantasque. Le capital préfère maintenant clairement que l'extrême droite accède au pouvoir plutôt que de devoir partager les richesses avec les travailleuses et les travailleurs.

Les digues construites face à l'extrême droite tombent une à une. **La concentration des médias et des réseaux sociaux entre les mains de quelques milliardaires menace nos démocraties**. L'ONU n'a jamais été aussi affaiblie alors que les conflits guerriers se multiplient. Nous allons fêter le fragile cessez-le-feu à Gaza en étant sûr·es qu'il va falloir se battre pour qu'il soit durable. Il va maintenant falloir mener la bataille pour reconstruire et surtout gagner un processus de paix juste et durable et cela s'annonce encore plus compliqué qu'en 2024, maintenant que Trump est Président des États-Unis. Au moment où les catastrophes environnementales se multiplient, où l'année 2024 bat encore une fois tous les records de chaleur, la lutte contre le changement climatique disparaît des agendas.

La CGT débattra de ces enjeux avec le mouvement syndical européen et

interna onal pour construire des stratégies syndicales communes. Nous travaillons à renforcer le poids et la place de la CGT dans la CES et la CSI, et on peut d'ores et déjà se féliciter d'avancées notables. Dernière en date : nous avons réussi à faire adopter par la CES notre proposition d'un moratoire contre les licenciements. On connaît maintenant le **bilan du capitalisme financiarisé et du libre-échange** : la mise en concurrence des travailleurs et des travailleuses, la désindustrialisa tion de nos pays, l'explosion des émissions de gaz à effet de serre, et la constitution d'une oligarchie mondiale qui accapare toujours plus de richesses à commencer par celles des pays en développement. Pour reprendre la main sur les multinationales, il nous faut imposer une relocalisation de l'économie. Les richesses que nous produisons doivent permettre de répondre aux besoins des populations au lieu d'inonder le monde de produits low cost ! Ce n'est pas de moins de normes dont nous avons besoin mais d'une **vraie harmonisation fiscale, sociale et environnementale** notamment sur le plan européen ! Il va donc nous falloir reprendre et approfondir nos réflexions et propositions sur le libre-échange, et faire bouger les lignes en commençant par convaincre nos camarades allemands qu'ils doivent sortir de la dépendance vis-à-vis de la Chine, des États-Unis et de la Russie !

Dans ce contexte, nous avons besoin que la voix de la France porte.

Pourtant, pour éviter de modifier sa politique économique et sociale, Emmanuel Macron maltraite nos institutions. Malgré la sanction des urnes, il a nommé un proche Premier ministre, qui nous a déroulé un discours de **politique générale aussi mauvais sur le fond que sur la forme !** Le point positif, c'est qu'il est maintenant clair que l'avenir de son gouvernement comme celui d'Emmanuel Macron dépend de ce qu'ils feront sur la **réforme des retraites**. Alors qu'Emmanuel Macron essaye depuis deux ans de tourner la page, nous avons réussi à garder l'exigence d'abrogation au centre du débat. Pour quelqu'un qui prétend défendre la laïcité, annoncer un conclave c'est « original » disons… Le problème central c'est que le cadre est ultra-corseté mais nous en avons vu d'autres et nous savons inverser du tout au tout des scénarios écrits d'avance, comme nous l'avons fait lors des élections législatives par exemple. Le premier ministre a déjà été contraint de renoncer officiellement à son « conclave » qui sera remplacé par des concertations et d'annoncer que les parlementaires auront le dernier mot. Clairement la stratégie de la CGT sera celle du pied dans la porte pour **ouvrir un chemin vers l'abrogation** et nous allons profiter de ces

discussions pour relancer une campagne sur les retraites et pour multiplier **les mobilisations**.

Nous nous battrons aussi sur **le PLF et le PLFSS**. Le gouvernement a d'ores et déjà été contraint de renoncer aux trois jours de carence pour les fonctionnaires, à la suppression de 4 000 postes dans l'éducation nationale et à l'augmentation du ticket modérateur. C'est le résultat de la mobilisation, notamment des fonctionnaires qui étaient massivement en grève le 5 décembre dernier ! Cependant, **le compte n'y est pas**, notamment pour les hôpitaux, les collectivités territoriales et les fonctionnaires, qui s'apprêtent encore une fois à vivre une année blanche, sans augmentation salariale… et il nous faut nous préparer à voir ressurgir des spectres comme la suppression d'un jour férié ou autres brillantes idées pour toujours nous faire passer à la caisse… Comme au dernier semestre, au vu de la faiblesse du gouvernement, il nous faudra faire monter les mobilisations sur des points précis pour forcer le gouvernement à revoir sa copie.

Enfin, nous n'allons rien lâcher sur l'emploi et l'industrie, après le succès du processus que nous avons enclenché depuis les États Généraux de l'Industrie et de l'Environnement, grâce au travail de la coordination des luttes et à sa carte des licenciements qui fait désormais référence. Ce mercredi 22 janvier, nous serons devant Bercy pour un grand rassemblement où nous mettrons en avant notre moratoire sur les licenciements et la loi des GM&S sur les relations donneur d'ordre/sous-traitants. Notre premier objectif, c'est de gagner des victoires emblématiques, sur les fonderies de Bretagne, Vancorex ou Chapelle Darblay par exemple. Nous pouvons nous féliciter de la reprise de l'activité biomasse à Gardanne, première étape de notre projet industriel d'ensemble et résultat d'une lutte exemplaire menée depuis près de dix ans ! Le 5 février, c'est à Bruxelles que nous retrouverons nos camarades européens pour porter notre revendication de moratoire sur les licenciements et d'une tout autre politique industrielle. Alors que les négociations annuelles obligatoires sur **les salaires** ont lieu dans les entreprises et dans les branches, nous allons aussi nous battre pour arracher des augmentations de salaires, notamment pour les métiers féminisés et dévalorisés, et le **8 mars** est d'ores et déjà à inscrire dans les agendas comme une journée d'action très importante.

En 2025, la CGT va fêter ses 130 ans. Nous commençons cette année d'anniversaire par deux bonnes nouvelles.

D’abord notre **belle victoire aux élections** dans les entreprises de moins de 11 salarié·es, où la CGT finit largement en tête et creuse l’écart avec les autres organisations syndicales. Ce résultat, malheureusement terni par la faible participation, vient confirmer notre choix d’un syndicalisme de proximité, combatif et démocratique. Il nous faut maintenant mettre en place une activité pérenne et faire évoluer nos structures pour enfin permettre aux salarié·es des petites entreprises de s’organiser à la CGT.

Ensuite, après dix ans d’érosion de nos effectifs, nous venons de clore l’exercice 2023 à **603 800 syndiqué·es** ! Ceci doit nous donner confiance pour aller plus loin et affronter nos problèmes structurels. C’est l’objectif central de notre prochain congrès, que nous venons de convoquer pour juin 2026. En 130 ans, la CGT s’est en permanence transformée pour pouvoir toujours plus et mieux rassembler les salarié·es. C’est ce qu’il nous faut continuer pour proposer un syndicalisme adapté aux cadres et professions intermédiaires, désormais majoritaires dans les grandes entreprises. De même pour les salarié·es des petites et moyennes entreprises et pour les précaires qui n’ont pas la possibilité de créer de syndicat dans leur entreprise.

En cette période d’instabilité et d’incertitudes, nous avons besoin de renforcer la CGT et de prendre soin de notre jardin syndical. C’est ce à quoi nous nous attellerons ensemble, en 2025. Dans les périodes de doute – car il y en a bien sûr – rappelons-nous les mots de Madeleine Riffaut, immense résistante qui nous a malheureusement quittés cet automne : « *Je ne suis pas une victime, je suis une résistante*. » Quelle que soit l’issue de la lutte, elle nous permet de gagner l’essentiel, **la dignité, la solidarité, la force d’être et de rester debout**.

Excellente année cher·es camarades et à très vite !

Sophie Binet, Secrétaire Générale de la Cgt